

COLLOQUE INTERNATIONAL

Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la libéralisation commerciale des pays du Maghreb
et du Proche-Orient
19-20 octobre 2007
Rabat - Maroc

Communication : ‘‘problématique de la libéralisation commerciale : étude empirique comparée des marchés de l’emploi’’

Présentée par **Andrée Kartchevsky**¹
Ahmed Touil²

Résumé :

Les pays du Maghreb tentent, depuis au moins une quinzaine d’années, de mieux s’insérer dans le commerce mondial. Une insertion dont la condition sine qua non demeure la levée des barrières et abaissement des tarifications douanières pour mieux asseoir, développer et raffermir le rôle et l’apport du secteur privé. Aussi multiplient-ils les réformes de leur système et structure internes, les accords bilatéraux avec les économies partenaires et cherchent-ils l’adhésion à l’OMC. Il s’agit en fait, pour ces économies, d’accroître leur avantage compétitif respectif, en saisissant les opportunités offertes par le marché mondial du commerce, et de minimiser les coûts économiques et sociaux provoqués par la globalisation. Car en effet, étant donné la nature et l’état des marchés maghrébins, de leurs entreprises, l’ouverture économique signifie plus de concurrence pour les activités nationales et par extension plus de chômage, moins de revenus et ainsi l’apparition des cercles vicieux de développement des effets pervers telles l’économie parallèle, la baisse de recettes publiques et donc la réduction des investissements étatiques...

Cependant l’ouverture est appréhendée a priori, de manière optimiste, comme étant l’opportunité garantissant la diversification des productions nationales, pour échapper aux aléas de la mono exportation, et l’éradication des effets négatifs d’un chômage, quasi-endémique, de leurs populations actives.

C’est en ce sens que sur le plan économique interne des politiques, des programmes de relance ainsi que des projets nationaux, ou transnationaux, d’accompagnement ont été mis en œuvre.

Aussi est-il logique, dans le cadre de ces économies marquées antérieurement par la défaillance de leurs marchés nationaux respectifs, d’étudier l’efficacité de ces comportements; autrement dit de voir en quoi et comment l’ouverture exerce ses effets. Plus particulièrement les questions consistent à examiner si les objectifs espérés, en termes d’emplois et de croissance des exportations notamment, ont été atteints ? Et dans quelle mesure sont-ils le résultat de l’ouverture commerciale et quels en sont les facteurs d’influence ?

Les réponses peuvent être strictement trouvées en l’analyse empirique de l’évolution :

- des indicateurs d’insertion en essayant de les affiner par rapport à ces cas précis de mono production et mono exportation ;
- les indicateurs de la productivité du travail ainsi que ceux relatifs à la structure et à la croissance du PIB ;
- pour finalement s’intéresser à l’étude du marché de l’emploi qui reste la préoccupation fondamentale de toutes les réformes entreprises.

L’étude peut être de type comparative et porte sur les économies du Maghreb à savoir Algérie, Maroc, Tunisie.

¹ Professeure des universités U.Paris 10 Nanterre France

²Maître de conférence UTlemcen Algérie

Ce type d'économie importe l'essentiel de l'étranger puisque la production, à de rares exceptions près tels agriculture –textiles ou encore hydrocarbures, est défailante. Cependant, même si les économies Maghrébines semblent présenter des similitudes à certains égards, il importe d'insister sur leurs études d'un point de vue structures économiques afin de pouvoir comprendre la dynamique de leur marché de travail respectif.

I. Le cas Algérie

Il est vrai que l'économie algérienne constitue un cas particulier à partir du moment où elle a connu deux régimes de gestion fondamentalement opposés. Elle rompt définitivement, dès 1994, avec la gestion planifiée passant d'un mode socialiste à un mode libérale anarchique dominé par l'informel et dont l'allocation des ressources reste, paradoxalement, centralisée. Ce passage l'entraîne toutefois à abandonner de fait l'industrie de substitution aux importations pour l'importation comme substitut à la production nationale.

a) l'insertion

Ainsi l'exemple de l'Algérie illustre bien le type contradictoire de ces économies. En effet a priori l'économie est bien insérée au commerce mondial. Tant les exportations que les importations paraissent importantes et quasi équilibrées. Or un examen in fine, qui consiste à appréhender l'économie hors secteur hydrocarbures, révèle que les exportations hors hydrocarbures, -notées $export_{hh}$ dans le tableau numéro 1- sont négligeables alors que les importations sont assez significatives: fait qui ne reflète guère les efforts, en particulier monétaires, consentis pour la croissance des exportations hors hydrocarbures.

Tableau n°1: Commerce international: 10⁶ US\$

| année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| grandeur | | | | | | | | | | |
| 1.commerce | | | | | | | | | | |
| Export(=X) | 3970 | 4890 | 880 | 3040 | 22560 | 20000 | 20012 | 26028 | 34066 | 47345 |
| Export _{hh} | 79 | 98 | 18 | 61 | 451 | 400 | 400 | 400 | 680 | 947 |
| Import=M | 11239 | 10280 | 10850 | 11520 | 11700 | 11920 | 14991 | 16238 | 21808 | 24605 |
| 2.degré | | | | | | | | | | |
| couverture | | | | | | | | | | |
| X/M | 0,35 | 0,48 | 0,08 | 0,26 | 2 | 1,7 | 1,33 | 1,6 | 1,56 | 1,92 |
| (X/M) _{hh} | 0,007 | 0,009 | 0,002 | 0,005 | 0,04 | 0,03 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,02 |

Source: *banque mondiale*

hh= hors hydrocarbures.

Ainsi l'insertion au commerce international ne saurait être examinée et analysée que de ce seul point de vue. Plusieurs ratios peuvent refléter ce phénomène tels le taux de couverture, le taux d'ouverture, le taux de pénétration économique...

Les degrés de couverture peuvent être de deux catégories: un global -X/M- et un autre-(X/M)_{hh} – appréhendé hors hydrocarbures.

Dans le premier cas c'est l'illusion hydrocarbures. Les exportations, tous produits confondus, arrivent à couvrir les importations. Mais ce fait n'est qu'illusoire puisque finalement cette couverture est strictement liée au prix fluctuant du pétrole.

Dans le second cas l'insertion peut être considérée comme réelle.. Les exportations ne couvrent

d'aucune manière les importations. Autrement dit l'économie algérienne se trouve pratiquement à la marge du commerce international Par conséquent l'effet croissance économique, ou multiplicative, ayant pour origine le commerce extérieur est très faible.

b) à quel degré?

En général le degré d'ouverture d'une économie est mesuré par le ratio $\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}$. Une proportion qui peut être calculée en termes brut et en termes hors hydrocarbures. Cependant le cas de l'économie algérienne serait mieux interprétée si le commerce était limité aux seules exportations. Cela donnerait un degré d'ouverture mesuré par le ratio X/PIB . Et là aussi la considération de deux types de ratios, l'un brut X/PIB et l'autre réduit $(X/\text{PIB})_{hh}$, serait introduite.

Tableau n°2 le degré d'ouverture

| Année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------------------------|-------|-------|--------|-------|------|------|------|------|------|------|
| ratios | | | | | | | | | | |
| $\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}$ | 0,16 | 0,16 | 0,12 | 0,15 | 0,32 | 0,29 | 0,31 | 0,31 | 0,33 | 0,35 |
| $\frac{1}{2}(x+m)/\text{PIB}_{hh}$ | 0,23 | 0,20 | 0,20 | 0,22 | 0,25 | 0,22 | 0,27 | 0,25 | 0,29 | 0,30 |
| x/PIB | 0,008 | 0,01 | 0,002 | 0,006 | 0,04 | 0,04 | 0,04 | 0,04 | 0,04 | 0,04 |
| x/PIB_{hh} | 0,003 | 0,004 | 0,0007 | 0,002 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 0,02 |

Source: calcul effectué d'après les données précédents

En réduisant le calcul aux seules exportations le ratio fait état d'un très faible degré. Malgré les revenus importants et donc des capacités de financement colossales l'économie algérienne n'arrive pas à se diversifier. Autrement dit le développement des branches de la production matérielle hors monoproduction peut être considéré comme quasi stationnaire. Et par conséquent l'impact du commerce extérieur et de la libéralisation est, à priori, à un seul sens celui de la demande nationale adressée à l'étranger.

En intégrant la moyenne du commerce général l'insertion reste faible. Le quotient atteint dans le meilleur des cas les 35%. Cependant si le taux brut connaît un rythme de croissance relativement élevé celui net (hh) est quasi stationnaire ou augmentant lentement.

c).Croissance sectorielle

La composition de la production ou PIB permet d'éclairer la situation. Les VA sectorielles ont atteint les niveaux tels que rapportés dans le tableau suivant:

Tableau n° 3 le PIB_{hh} (10⁶ US\$)

(VA = valeur ajoutée; IF= industrie manufacturière; A=agriculture; S=services)

| Année variable | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| V.A IF | 4060 | 4088 | 4602 | 4242 | 3897 | 4063 | 4110 | 4456 | 5102 | 5280 |
| % PIB | | | 10 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6,5 | 6 | 5 |
| V.A A | 5070 | 4920 | 5267 | 5053 | 4411 | 5490 | 5210 | 6590 | 7710 | 8271 |
| % PIB | | | 11 | 10,6 | 8 | 10 | 9 | 9,6 | 9 | 8 |
| V.A S | 15956 | 16485 | 17640 | 16853 | 15829 | 18548 | 19496 | 21790 | 26370 | 29114 |
| % PIB | | | 37 | 35 | 30 | 34 | 35 | 32 | 31 | 28 |
| PIB _{hh} | 25090 | 25493 | 27509 | 26148 | 24143 | 28101 | 28816 | 32836 | 39182 | 42669 |

PIB 46845 47870 47357 47592 53455 54855 55914 68019 85014 102257

Source banque mondiale: *les Annexes Algérie en bref*.

La reprise économique ne semble être amorcée qu'à partir des toutes dernières années. Or durant ces années le prix du pétrole a connu une augmentation vertigineuse.

En termes de taux de croissance relatifs l'état économique a évolué comme suit:

Tableau° 4 :Les taux de croissance
(% en termes de prix de l'année précédente t-1)

| Année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| grandeur | | | | | | | | | | |
| A. | / | -3 | 7 | -4 | -13 | 24 | -5 | 26 | 17 | 7 |
| I.F.. | / | 0,7 | 13 | -8 | -8 | 4 | 1 | 8 | 14 | 3 |
| PIB _{hh} | / | 2 | 8 | -5 | -8 | 16 | 3 | 14 | 19 | 9 |
| PIB | / | 2 | -1 | 0,1 | 12 | 3 | 2 | 22 | 25 | 20 |
| M production | / | -44 | -27 | 36 | 61 | 14 | 11 | -16 | -3 | |
| X _{hh} | / | 24 | -82 | 239 | 639 | -110 | 00 | 00 | 70 | 39 |
| Emploi total | / | 10 | 0,8 | 2 | 4 | 18 | -17 | 29 | 17 | 2 |
| Emploi I.F. | / | -3 | 1 | 0 | 0,8 | 1 | -0,4 | 61 | 32 | -6 |

$M_{production} = importation \text{ pour les besoins de la production}$

$X_{hh} = exportations \text{ hors hydrocarbures}$

Ces taux seraient encore plus bas s'ils étaient calculés en termes constants. Intrinsèquement l'économie est instable ou encore à la recherche de ses équilibres.

Les importations connaissent une structure toute particulière. Les biens capitaux ne dépassent guère les 37% tandis que les importations alimentaires tournent autour des 25% en moyenne. Mais des biens capitaux il faut déduire tout bien durable non destiné à l'industrie.

Les produits destinés à la production industrielle sont de l'ordre de 27% du total des importations. Ils se composent respectivement- pour les années 1999, 2001 et 2003-

-de biens d'équipement et machines à hauteur de 19% 22% 37%

-de produits de base et transformés de 41% 39% 17%

Soient des proportions, rapportées à l'ensemble importations, négligeables.

Est-ce à dire que l'ouverture n'a aucune impulsion sur la production nationale, hormis le secteur rentier, et par conséquent n'induit au niveau de l'emploi que des disparitions par suite du déclin de la production en particulier matérielle et in fine industrielle. En effet l'examen de la structure du PIB montre que les activités de production matérielle- agriculture et industrie manufacturière- n'ont qu'une très faible contribution- en termes de valeur ajoutée respectivement 8% et 5%- à la formation du produit. D'autre part l'emploi décroît très sensiblement en ce qui concerne l'industrie hors hydrocarbures. Ce déclin n'est contrebalancé que par l'emploi dans le tertiaire en particulier hors administration publique laquelle offre de l'emploi plus ou moins permanent. La question qui se pose alors est quel est ce type d'emploi tertiaire qui se développe alors que les contributions de l'agriculture et de l'industrie à la production nationale chutent?

II-Mesure

La mesure de l'impact dans de telles économies ne saurait être effectuée qu'en termes de nombre d'emplois entraînés. Cependant le problème surgissant est celui de pouvoir isoler, ou problème d'imputation, l'effet importation par rapport aux autres effets de politique économique internes en l'occurrence ceux des investissements public et privé. Plusieurs tentatives ont été entreprises et mises en oeuvre telles celles qui consistent à supposer que toute importation est assimilée à une réduction d'emplois et que toute exportation est une création d'emplois, conception qui s'inspire des travaux de Leontief et de ses successeurs.

Or une exportation n'est que l'excédent de la production interne et que toute importation n'est qu'un défaut de production interne. Autrement dit cela dépend de la structure du commerce extérieur de l'économie considérée.

En outre ce type de mesure n'intègre pas la productivité du travail.

Dans le cas donc de ces économies l'important est d'examiner la structure des importations en particulier puisque les exportations sont de genre mono. C'est à dire voire si le commerce implique ou non une diversification de la production et par suite contribue à l'amélioration du niveau général de l'emploi.

Concernant les importations la distinction entre celle pour les besoins de la consommation et celle pour ceux de la production permet d'étudier son incidence sur l'emploi. En effet une importation de biens de consommation réduit plutôt la production locale tandis que celle de biens intermédiaires- pour la transformation- l'améliore. Ainsi l'importance du volume de l'emploi dépendant du volume des importations de biens intermédiaires.

Toutes choses étant égales par ailleurs le nombre d'emplois global est donc celui induit normalement par l'investissement productif plus celui entraîné par les importations des produits intermédiaires. C'est parce que "les importations sont ...mécaniquement liées à l'activité. Cette complémentarité à l'activité interne fait jouer aux importations le rôle d'un "impôt" ou d'un coût variable proportionnel à la production finale on est tenté de penser à une relation technique entre les biens intermédiaires – importés et la production".

Ainsi l'emploi est estimé à partir du volume de l'investissement total rapporté au coût de création d'un emploi. Ce qui donnerait un volume théorique qu'il serait judicieux de rapprocher à celui effectivement réalisé au niveau de l'entière économie.

Dans une deuxième étape l'analyse et la quantification de l'emploi s'opère à partir de la contribution, ou valeur ajoutée, de chaque branche économique à la dynamique de la production ou activité générale (en termes de croissance du PIB). Ainsi la nature de l'emploi, entre emploi temporaire et emploi permanent, peut être saisie. Plus l'emploi est d'origine industriel plus l'emploi global tend à être permanent et se développe par ailleurs et inversement plus l'emploi industriel chute plus l'emploi général tend à être temporaire et précaire.

1. le réel.

L'emploi réellement réalisé au niveau de l'économie algérienne est donné par les statistiques suivantes selon les sources officielles de l'Office National des Statistiques (ONS) et de la Banque Mondiale:

| Année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A. | 1100 | 1140 | 1180 | 1185 | 1185 | 1312 | 1328 | 1412 | 1617 | 1480 |
| I.F. | 500 | 487 | 493 | 493 | 497 | 502 | 500 | 804 | 1061 | 1000 |
| S. | 2900 | 3334 | 3327 | 3422 | 3600 | 3406 | 4668 | 3668 | 4153 | 4300 |
| total | 4500 | 4961 | 5000 | 5100 | 5282 | 6229 | 5200 | 6684 | 7798 | 7980 |

Source: banque mondiale et ONS

Ces données permettent de déduire la croissance annuelle suivante:

| | | | | | | | | | | |
|--------------|---|----|-----|---|-----|----|------|----|----|----|
| Emploi total | / | 10 | 0,8 | 2 | 4 | 18 | -17 | 29 | 17 | 2 |
| Emploi I.F | / | -3 | 1 | 0 | 0,8 | 1 | -0,4 | 61 | 32 | -6 |

L'emploi officiellement déclaré a été donc positif durant la période étudiée, exception faite de l'année 2002 au niveau total et pour les années 1997, 2002 et 2005 en ce qui concerne l'emploi dans l'industrie.

A titre comparatif que va révéler l'entrée en jeu des estimations à partir des relations précédemment évoquées faisant appel au degré d'ouverture ou à la productivité horaire?

La productivité du travail est une productivité horaire estimée sur la base d'un volume horaire hebdomadaire de 44 heures par travailleur pendant 44 semaines effectivement travaillées dans l'année ce qui donne $44 \times 44 = 1936$ heures annuelles par travailleur soit environ 1900 heures pour les commodités du calcul. Ce dernier confère le tableau suivant:

Tableau n° 6: productivité du travail

| Année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A. | / | 2,27 | 2,35 | 2,24 | 1,96 | 2,2 | 0,19 | 2,06 | 2,51 | 2,94 |
| I. | / | 4,42 | 4,91 | 4,53 | 4,13 | 4,30 | 4,33 | 2,92 | 2,53 | 2,78 |
| S | / | / | / | / | / | / | / | / | / | / |
| Totale | / | 7,51 | 5,00 | 4,90 | 5,30 | 4,60 | 5,70 | 5,40 | 5,70 | 6,74 |
| hh | / | 2,7 | 2,9 | 2,7 | 2,4 | 2,37 | 2,92 | 2,60 | 2,64 | 2,80 |

La productivité est apparemment très intéressante mais toutefois décroissante pour l'industrie et constante pour le reste des activités en dehors des hydrocarbures. En effet en intégrant ce dernier la productivité est élevée et est croissante. Cette première constatation laisse supposer que le niveau de l'emploi, toutes choses étant égales par ailleurs, est maintenu grâce au développement des activités de services et de l'agriculture.

Qu'en est-il théoriquement du niveau de l'emploi?

2. le théorique.

L'emploi théorique peut être estimé à partir de deux relations: celle attribuée à Fourastié, et l'autre déduite à partir de la fonction de production réduite aux taux de croissance.

***a)** à partir de la relation de Fourastié.

Cette relation permet de déterminer les variations annuelles du niveau de l'emploi (Δn) en termes de pourcentage par comparaison des variations des niveaux de la production (Δy) et ceux de la productivité horaire du travail (Δp). Elle s'exprime en les termes suivants:

Taux de variation de l'emploi = taux de variation de la production
 – taux de variation de la productivité

tel que : $\Delta n = \Delta y - \Delta p$ toutes choses égales par ailleurs. En effet la variation de la productivité, notamment, peut être due à la diminution, dans le temps, du volume horaire ce qui peut fausser l'interprétation de sa croissance.

En outre la production est mesurée en termes courants et donc non déflatée.

Ainsi l'emploi, par rapport à la productivité du travail telle que calculée et la variation de la production telle que mesurée, et nonobstant les facteurs d'organisation du travail et la manière dont sont employés les gains de productivité, aurait du évoluer ainsi:

Tableau n°7 : Variation de l'emploi (%)

| année | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Emploi total | / | -5 | -6 | -4,8 | 6,7 | -1,6 | -3,7 | 19,4 | 19,3 | 13,26 |
| Emploi production | / | -0,7 | 5,1 | -7,7 | -10 | 13,6 | 0,08 | 11,4 | 16,4 | 6,2 |
| industrie | / | -3,7 | 8,1 | -13 | -12 | 0,3 | -1,9 | 5,4 | 11 | 0,2 |

Deux périodes marquent cette évolution: une période de décroissance, de 1997 à 2002, et une autre de croissance pour le reste du temps soit au delà de 2003. Ce phénomène peut –il être expliqué par la seule stabilité de la productivité pour les branches économiques essentielles?

Et cette tendance à la variation positive va – t- elle se poursuivre?

Comparativement l'emploi réel ne correspond guère, pour la plupart des moments de la période, à l'emploi théorique. Il reste donc, comme on peut le déduire, le fait de l'intervention et de la régulation étatiques en partie et par les désinvestissements et investissements privés de l'autre. Il connaît une tendance régulière à soubresauts ou pics inexplicables.

Rapporté à l'évolution des importations des biens d'équipements et biens pour les besoins de la production l'emploi total évolue de manière similaire. Au niveau de la production matérielle le niveau de l'emploi semble de même sens mais disproportionné: en effet quand les importations augmentent ou chutent de façon importante l'emploi ne suit que très faiblement.

***b)** D'autre part le même niveau d'emploi peut être toujours théoriquement déduit de la fonction de production simple où la production est réalisée grâce à l'effectif employé, sans autre considération, telle que $y = l'emploi(n) \text{ multiplié par la productivité par tête}(p)$ donnant: $y = p \cdot n$ ou $n = \alpha y$ si α est l'inverse de la productivité du travail ($\alpha = 1/p$).

y peut être extrapolé, en tant que taux de croissance de la production, de la relation de Mundell-Flemming, dont l'application relève d'un autre contexte d'analyse (IS-LM), qui est de type $Y = I(r) + X/s + m$ où s et m sont des propensions à épargner et à importer.

Si les $I(r)$ et s sont négligés, en considérant que les rôles de l'épargne et du taux d'intérêt ne sont pas significatifs étant donnés les facteurs déterminants de l'économie algérienne et où le privé tend à se retrancher vers l'économie informelle entendue *lato sensus* et donc vers la création de l'emploi précaire, alors la relation peut être réduite aux seuls termes des taux de croissance et prend la forme de $y = x/m$.

Ainsi la production dépendrait strictement des propensions moyennes à exporter et à importer.

Finalement le niveau de l'emploi serait égal à $n = \alpha (x/m)$.

Autrement dit le taux de couverture devient la variable explicative du taux de variation de l'emploi. Un niveau qui devient périodiquement ajusté par le taux de croissance de la productivité du travail. Cette interprétation peut être confirmée par le fait que la croissance de la productivité du travail est intimement liée à la croissance du capital technique. Comme ce dernier fait l'objet des importations (biens d'équipement, machines-outils..), et donc non de la production nationale, alors l'emploi ne peut être expliqué que par le commerce extérieur.

Le commerce extérieur s'avère, théoriquement, avantageux pour l'emploi. Il aurait du le ramener

aux niveaux annuels, tous positifs, suivants::

Tableau n° 8 l'incidence

| année | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Emploi total | 0,07 | 0,02 | 0,05 | 0,38 | 0,37 | 0,23 | 0,03 | 0,27 | 0,28 |
| Emploi production | 0,003 | 00 | 0,002 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,008 | 0,008 | 0,007 |
| Emploi I.F | 0,002 | 00 | 0,001 | 0,001 | 0,007 | 0,007 | 0,007 | 0,008 | 0,007 |

Cette nouvelle mesure donne donc une variation positive tout au long de la période. Ainsi les importations, nonobstant l'effet des autres facteurs, sont dynamisantes pour l'emploi. Toutefois ces réalisations restent mitigées. En effet si au niveau global l'emploi croit, il reste très faible au niveau de la production hors hydrocarbures et particulièrement au niveau de l'industrie manufacturière.

Cette approche se révèle efficace eu égard aux déterminants de l'économie algérienne. Trop d'importations pour peu d'exportations ne peut avoir qu'une signification à savoir que les entreprises algériennes développent très peu de relations entre elles, n'atteignent que de faibles niveaux de production. C'est là une des raisons qui peuvent expliquer l'absence d'impact réel des importations sur l'emploi créé. Ce dernier reste tributaire de la bonne volonté du décideur public.

Les deux types de mesures théoriques ne sont donc pas concordants malgré qu'ils font intervenir tous deux, même si c'est de façon implicite pour l'un, l'effet commerce extérieur. C'est finalement grâce aux importations que l'activité économique arrive à se maintenir.

La mesure de l'impact du commerce et de la mondialisation sur l'emploi s'avère difficile pour l'économie algérienne.

Les différentes méthodes ne prennent pas en compte les rouages et mécanismes propres à chaque économie. En effet chaque économie, en transition, est marquée par ses propres contraintes d'évolution en particuliers celles de motivations à entreprendre et à investir. Le travail consiste donc à pouvoir pondérer chacun des facteurs dans la détermination du niveau de l'emploi. En effet ce dernier est beaucoup plus le fait de la volonté de "caser les chômeurs" qu'un fait induit c'est à dire d'origine purement économique faisant suite à une croissance de la productivité par exemple.

Le commerce extérieur, est une somme de flux qui nécessairement, a son impact sur l'activité économique et par delà sur l'emploi. Cependant les économies du Maghreb, cantonnées dans un rôle de fournisseur de matières primaires, s'insèrent dans l'économie mondiale par la demande et donc par l'importation. Une importation, qui paradoxalement dans le cas algérien, n'a pas d'effet économique conséquent à son importance. Ce fait contribue à la naissance, non à une quelconque industrie ou à une quelconque spécialisation mais plutôt, à la spéculation et l'intermédiation commerciale et mercantile.

Ainsi l'emploi créé en Algérie ne serait que de l'emploi précaire ou, comme le qualifient certains analystes ("nouveaux classiques" par exemple), d'emploi politique.

III La Comparaison.

Elle consiste essentiellement en la considération des productivités du travail et de la structure de la production.

a) Le Maroc.

La structure de l'économie marocaine, considéré dans l'intervalle de temps défini, semble ne pas connaître de modification. Les secteurs contribuent de manière quasi invariante, en particulier les industries manufacturières à l'inverse de celles algériennes, à la formation du PIB. Cette stabilité caractérise aussi le taux de couverture (x/m) des échanges extérieurs qui est élevé par rapport aux autres économies quoique les exportations aient plus que doublé à la date finale. La croissance concerne le secteur des services et qui peut expliquer par ailleurs la croissance de l'emploi et donc la diminution du chômage.

Tableau n°9 les variables marocaines

| Année/ grandeur | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Agriculture (va/PIB %) | 16 | 15 | 14 | 16 | 16 | 17 | 16 | 13 |
| Industrie “ | 33 | 32 | 32 | 31 | 30 | 30 | 30 | 31 |
| Dont ind.manuf. “ | 17 | 17 | 17 | 17 | 18 | 17 | 17 | 17 |
| Services “ | 51 | 53 | 54 | 53 | 54 | 53 | 54 | 56 |
| PIB(10 ⁶ \$courants) | 35817 | 35268 | 33334 | 33901 | 36093 | 43813 | 50030 | 51744 |
| P.A.Occupée10 ³ | 7814 | 7870 | 8500 | 8536 | 8752 | 9186 | 9603 | 9898 |
| PIB/travailleur | 4584 | 4481 | 3922 | 3972 | 4124 | 4770 | 5210 | 5228 |
| Productivité horaire (base=1900heures) | 2,41 | 2,36 | 2,06 | 2,09 | 2,17 | 2,5 | 2,74 | 2,75 |
| Exportations (10 ⁶ \$courants) | 7772 | 8466 | 9295 | 10695 | 11515 | 11686 | 14250 | 16632 |
| Importations “ | 9350 | 9954 | 11620 | 12050 | 12825 | 13407 | 15978 | 19859 |
| x/m = | 0.83 | 0.85 | 0.80 | 0.89 | 0.90 | 0.87 | 0.89 | 0.84 |
| n=croissance emploi | 0.34 | 0.36 | 0.39 | 0.43 | 0.41 | 0.35 | 0.33 | 0.30 |
| rendement des imports (=PIB/m) | 3.8 | 3.5 | 2.87 | 2.81 | 2.81 | 3.27 | 3.13 | 3.11 |

source : données banque mondiale(country series 1990/2005)

En effet ce dernier a connu la progression suivante selon une productivité moyenne du travail stationnaire:

| | | |
|--------------------|------|------|
| 1 . emploi | 1995 | 2004 |
| (10 ³) | 8510 | 9887 |
| rural | | 5160 |
| urbain | | 4727 |
| chomage | 1495 | 1296 |
| urbain | 1111 | 1133 |
| rural | 384 | 163 |

source: Maroc (memorandum)

-avec la répartition selon les secteurs économiques qui montrent que l'agriculture et les services emploient presque les 80% avec une légère dominance pour l'agriculture:

2. évolution structure de la production (V.A)et de l'emploi (E.)

| | agriculture | | ind manuf | | *autre ind | | services | |
|------|-------------|-----|-----------|-----|------------|-----|----------|-----|
| | E. | V.A | E. | V.A | E. | V.A | E. | V.A |
| 1999 | 47 | 15 | 13 | 16 | 7 | 16 | 33 | 53 |
| 2002 | 44 | 16 | 12 | 17 | 8 | 14 | 36 | 53 |

*autres industries= construction, mines, électricité, eau...

b) La Tunisie.

L'économie tunisienne se distingue des autres par la prépondérance de son secteur des services qui égalise les 60% de contribution à la formation du produit.

Tableau n° 10 les grandeurs tunisiennes

| Années/agrégats | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Croissance PIB(%) | 5 | 6 | 5 | 5 | 2 | 6 | 6 | 4 |
| Agriculture V.A(%) | 13 | 13 | 12 | 12 | 10 | 12 | 13 | 13 |
| Industrie " | 28 | 28 | 29 | 29 | 29 | 28 | 28 | 28 |
| -dont manuf. " | 18 | 18 | 18 | 18 | 19 | 18 | 18 | 18 |
| Services " | 59 | 59 | 59 | 60 | 60 | 60 | 60 | 59 |
| Exports(10 ⁶ \$) | 5737 | 5872 | 5849 | 6631 | 6874 | 8026 | 9684 | 10493 |
| Exports manuf.(%exports) | 82 | 80 | 77 | 81 | 82 | 81 | 78 | 72 |
| Imports(10 ⁶ \$) | 8350 | 8473 | 8567 | 9528 | 9525 | 10909 | 12738 | 13176 |
| manuf.(%imports) | 79 | 80 | 76 | 76 | 75 | 78 | 76 | 76 |
| x/m | 0.69 | 0.69 | 0.68 | 0.70 | 0.72 | 0.74 | 0.76 | 0.80 |
| Emploi 10 ³ | 2406 | 2474 | 2553 | 2633 | 2696 | 2788 | 2855 | 2927 |
| PIB (10 ⁶ \$) | 19812 | 20798 | 19468 | 19977 | 21023 | 24992 | 28129 | 28682 |
| PIB/Emploi | 8234 | 8407 | 7626 | 7587 | 7798 | 8964 | 9853 | 9618 |

| | | | | | | | | |
|----------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Productivité horaire | 4.33 | 4.42 | 4.01 | 3.99 | 4.10 | 4.72 | 5.19 | 5.06 |
| n= | 0.16 | 0.16 | 0.17 | 0.18 | 0.18 | 0.16 | 0.15 | 0.16 |
| PIB/Imports | 2.37 | 2.45 | 2.27 | 2.10 | 2.21 | 2.29 | 2.21 | 2.18 |

elaboré à partir des données :

country series & tunisia at glance(banque mondiale) & IFS(IFM) 2007

L'emploi semble avoir progressé à un rythme annuel constant malgré une croissance relative de la productivité horaire du travail. Ceci est accompagné d'une augmentation continue à un rythme stable tant du taux de couverture des échanges extérieurs qu'à celui du rendement des importations.

Conclusion.

Les économies du Maghreb connaissent des évolutions différentes suite à la mondialisation et à la baisse des barrières douanières. Autant les économies tunisienne et marocaine maintiennent

leurs structures productives respectives, tout en permettant une croissance de l'emploi, autant l'économie algérienne connaît un renversement total de ses structures puisque tant l'industrie que l'agriculture périclitent et leur contribution totale (toutes deux réunies) au produit ne dépasse pas les 15%.

Donc des perspectives différentes en matière d'emploi de la force de travail marquent ces économies. Si pour l'Algérie l'explication peut provenir du syndrome des réserves monétaires colossales (les crédits, les aides et subventions accordés et distribués tant aux particuliers qu'aux entreprises dans le but de la création de l'emploi) n'entraînent finalement, contrairement aux objectifs attendus, que la spirale des importations sans création d'emploi ; pour le Maroc et la Tunisie l'explication est fournie par leur meilleure productivité du travail grâce à laquelle s'accroît, ou du moins se maintient dans certaines activités, l'emploi.

Bibliographie

1. Alicia Adserà; Carles Boix

Trade, Democracy, and the Size of the Public Sector: The Political Underpinnings of Openness

International Organization, Vol. 56, No. 2. (Spring, 2002), pp. 229-262.

2. Joëlle Bails

Productivité

Cahiers français n°279/ 1997

3. Banque mondiale :

-*Note sur la politique économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord* aout 2005

-*Report No. 35376 MNA*

Morocco, Tunisia, Egypt and Jordan

after the End of the Multi-Fiber Agreement

Impact, Challenges and Prospects December 2006

-*Le Bureau à Rabat* : "Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité". 2005

- *Algeria at glance* 2006

-*World Development Indicators Database, April 2006* : Algeria data profil

4. Daniel W. Drezner

Globalization and Policy Convergence

International Studies Review, Vol. 3, No. 1. (Spring, 2001), pp. 53-78.

5. Robert C. Feenstra

Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy

The Journal of Economic Perspectives, Vol. 12, No. 4. (Autumn, 1998), pp. 31-50.

6. Claude Garcia

Contrainte extérieure

Cahiers français n°279/ 1997

7. Geoffrey Garrett

Global Markets and National Politics: Collision Course or Virtuous Circle?

International Organization, Vol. 52, No. 4, International Organization at Fifty: Exploration and Contestation in the Study of World Politics. (Autumn, 1998), pp. 787-824

8..Alain Leon & Thierry Sauvin

De l'économie internationale à l'économie globale

- Editions Ellipses* Paris 2005
9. Vivien Levy-Garboua & Bruno Weymuller
Macroéconomie contemporaine
Economica Paris 1991
10. Françoise Milewski
Commerce extérieur et échanges internationaux
Cahiers français n°286/ 1998
11. Jean-Louis Mucchelli & Thierry Mayer
Économie internationale
Doloz Paris 2005
12. ONS Algérie
13. Arvind Panagariya
International Trade
Foreign Policy, No. 139. (Nov. - Dec., 2003), pp. 20-22+24+26+28.
14. Michel Rainelli
La nouvelle théorie du commerce international
Reperes La Découverte Paris 2003
15. Lance Taylor
Globalization, Liberalization, Distribution, and Growth: Developing and Transition Economies
Proceedings of the American Philosophical Society, Vol. 143, No2. (Jun., 1999), pp. 187-193.
16. L. Alan Winters; Neil McCulloch; Andrew McKay
Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far
Journal of Economic Literature, Vol. 42, No. 1. (Mar., 2004), pp. 72-115.
17. boussida
Ouverture commerciale et emploi
Institut d'économie quantitative Tunis
18. Nations Unies UNCTAD/GDS/AFRICA/2003/1
le développement économique en Afrique Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base New York et Genève, 2003
19. Rapport No. : 32948-MA Royaume du Maroc
Promouvoir la croissance et l'emploi à travers la diversification productive et la compétitivité
Mémoire économique pays
Volume II : Etudes de base 14 mars 2006 Groupe Développement économique et social Région
Moyen-Orient et Afrique du Nord
Document de la Banque mondiale
20. International Monetary Fund : International Financial Statistics February 2007
21. Quel est l'impact du commerce extérieur sur la productivité et l'emploi ?
Une analyse comparée des cas de la France, de l'Allemagne et des États-Unis
Olivier Cortes
Sébastien Jean *CEPII, Document de travail n° 97-08*
22. Commerce Extérieur Investissement et Développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
Mustapha K. Nabli
Économiste en Chef et Directeur
Groupe de Développement Économique et Social
Banque Mondiale 23/02/2006

